

SOMMAIRE

Au Commencement	5	(Crise du) logement	52
Urba... Quoi ?	6	Environnement	56
Intérêt Général	8	Violences (urbaines)	60
Liberté	12	Economie	64
Egalité	16	Ville	68
Fraternité	20	Hyper ▫ Urbanisme	70
Valeur (première)	24	Architectes be serious	72
Complexité	28	Position 1	74
Quelle mixité ?	30	Concertation (publique)	76
< Pas le > temps	34	Etat	78
Le bel équilibre	36	Politique, toujours	80
Hyper	38	Objectifs	82
Etalement urbain	40	Position 2	84
Métropoles	44	Méthode	86
Utopies	46	Urbaniste	88
Fonction (nalisme)	48	Hyper ▫ Urbaniste	90

"A la question ` Estimez-vous, vivant à Palaiseau, bénéficier d'un environnement privilégié ?", 63% des habitants répondaient " oui "

(...)

"La notion de qualité de vie semblait à peine excessive concernant Palaiseau."

Extrait du roman *"Les particules élémentaires"* de Michel Houellebecq

"Tu vois Rémi, les urbanistes avaient prévu de planter des Cerisiers du Japon le long de la route, eh bien, crois tu qu'ils l'aient fait ?

(...)

Oui ils l'ont fait, mais ils ne sont pas allés plus loin, c'est bien ça le problème."

Dialogue extrait du film *"C'est arrivé près de chez vous"* de Rémi Belvaux

En mars 2004, le Sénat a organisé un séminaire, une rencontre-débat, sur l'urbanisme et la prospective urbaine en France. Dans le panorama des intervenants, aucun urbaniste reconnu, affirmé ou revendiqué comme tel.
Aucun.

Le déroulement de cette journée ? La qualité des échanges ? Je n'en ai aucune idée, pour l'unique raison que, bien qu'inscrit, j'ai renoncé à cautionner la supercherie.

Et j'ai eu tort. Rétrospectivement, je me rends compte combien j'ai eu tort car le sujet est trop grave pour démissionner. C'était l'occasion suprême, faisant suite à de nombreuses autres, de ruer dans les brancards, pas pour affirmer que nous, urbanistes, nous existons, mais pour dénoncer les dérives qui me permettent d'affirmer sans craindre le paradoxe que l'urbanisme lui, en France, n'existe pas.

L'urbanisme n'existe pas parce que gangrené d'idées reçues, de combats de castes ou de médiocrité des pratiques courantes.

Plus récemment, lu et entendu diverses annonces concernant le déroulement de la biennale de la ville de Saint Etienne -manifestation parfaitement ¨marketée "- vendue comme particulièrement riche et innovante puisque ouverte principalement sur ceux qui, comme chacun le sait, font la ville : les artistes de tout médium, penseurs et autres…

URBA... QUOI ?

Lu tout particulièrement un article dans la presse féminine enjoignant les cosmétophages à se rendre sans faute à cette biennale qui, cela est garanti , ¨ne verra aucun professionnel ou technicien venir exposer une quelconque théorie sans intérêt ".

C'était à la fois navrant et drôle, et je n'ai pas pu m'empêcher de penser que finalement, l'urbanisme et les urbanistes l'avaient bien cherché.

De là a germé l'idée du présent ouvrage.

Loin de toute panacée, ce recueil présente la diversité des matériaux qui fondent une pratique de l'urbanisme qui refuse de choisir entre le cœur (l'art, la philosophie…) et la raison (la technique, la loi…).

Parce qu'il n'impose rien tout en cherchant l'adhésion, il est baptisé manifeste.





INTERET GENERAL

Certains prétendent que, par essence, l'urbanisme est au service de l'intérêt général, notion devenue fourre-tout ou –plus grave- alibi, dont il est désormais hasardeux d'oser une définition sinon moderne, contemporaine.

Le fondement de l'intérêt général dans nos sociétés occidentales démocratiques est moral, au sens kantien et non religieux du terme.

Dans tout ce qu'accomplit l'homme, dans chacune des tâches qu'il s'assigne, notre éducation nous conduit à éclairer nos actions au prisme du jugement moral.

Est-ce que ce que je fais est bon ? Sinon pour moi, au moins pour les autres, c'est-à -dire la collectivité concernée ?

Est moral tout ce qui est universel, donc a priori admis de tous dans de mêmes circonstances, dans un même contexte. Or pour apprécier les enjeux d'un projet d'aménagement ou d'urbanisme, force est d'admettre que le contexte de la réflexion est très différent si on se place du côté du propriétaire, du voisin, du promeneur…Donc l'appréciation, le jugement porté sur un projet d'urbanisme, n'est jamais soutenu par un jugement moral.

Echappant à la morale, toute décision d'urbanisme, résultant d'une somme d'appréciations partiales, ne peut être cautionnée par le respect de l'intérêt général.

Car au fond qu'est-ce qui détermine la hiérarchie des normes d'appréciation sinon des systèmes de valeurs qui, comme chacun le sait, dépendent des contextes et des individus mêmes ? Et, objectivement, est-il possible de hiérarchiser les systèmes de valeur pour ensuite hiérarchiser une norme ? Evidemment non.

Donc, l'arbitrage qui doit être rendu entre les intérêts économiques (individuels ou collectifs), les intérêts écologiques et environnementaux, entre tous les intérêts, ne peut l'être sous caution de l'intérêt général.

Il est donc bien question de valeurs. De nos valeurs individuelles, toutes si différentes, mais aussi de nos valeurs collectives. Et aujourd'hui, force est de constater que les valeurs collectives ont la cote, les associations, les groupements d'intérêt local réunissent de plus en plus de membres. Beaucoup se félicitent de ces initiatives qui fédèreraient les consciences citoyennes, bien qu'elles échappent le plus souvent au fond religieux et politique. Mais cela est-il bien nouveau ? Ne s'agit-il pas d'une démocratisation des lobbies ? En tout état de cause, cela ne résout pas notre équation : les adhérents d'une association unis par la défense d'intérets déguisés en valeurs ne partagent pas les mêmes intentions.

Ces "adhésions" sont aussi, souvent, le résultat d'une recherche d'un certain confort intellectuel autant que social : l'appartenance à un groupe rassure, émancipe.

Là encore, rien de nouveau, sauf qu'il faut rappeler avec force que le repli collectif s'opère fondamentalement contre la(les) valeur(s) de l'individu. Pour revenir à ce qui nous préoccupe, les évaluations préalables à la réalisation (ou l'abandon) de projets d'urbanisme reposent donc sur des valeurs qui s'opposent, des valeurs de société développées dans des contextes (forcément) particuliers ; donc partiales.

La seule justification qui tienne consiste à évacuer le contexte, le présent, et à replacer le projet dans une prospective "optimale", la recherche du bien collectif.

Le bien collectif pourrait être, en empruntant un raccourci, la recherche empirique d'un rapport gagnant/gagnant entre le plus grand nombre : vivre mieux ensemble. La difficulté est de taille ; c'est qu'il n'y a pas de socle consensuel suffisamment large pour recueillir l'adhésion de tous. Décider, c'est choisir, et les choix d'aujourd'hui doivent être pris dans l'hypothèse d'un futur incertain.

Choisir revient souvent à spéculer sur une opinion publique qui n'est pas forgée, et cela est valable dans tous les cas de figure : suivre le plus grand nombre aujourd'hui ne veut pas forcément dire avoir raison demain.

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

Les plus poujadistes vous le diront avec leurs mots, et force est d'admettre que nous les entendons : les libertés individuelles reculent de jour en jour dans le monde en général et en France en particulier (interdictions et limitations de toute nature, pensée unique et politiquement correct). Ces libertés reculent au bénéfice de libertés collectives, pourtant tenues à bout de bras par les religions (dont le marxisme) et longtemps combattues par les lumières et autres mouvements de progrès.

Est-il vraiment surprenant de constater que la grande dérégulation des échanges, l'avènement de la société universelle de consommation de masse, s'accompagnent de restrictions des libertés individuelles ? Pour celui qui sait comment est appréhendé un consommateur par le capital, non.

Le citoyen-consommateur de représentation politique doit être tenu prisonnier de ses réflexes d'achat (de vote). Les courants politiques sont des marques, qui écrasent le marché de la pensée à grands coups de dispositions égalitaires (cf ci-après) qui rassurent l'opinion autant qu'elles la tétanisent.

Orwell avait raison, ou encore Terry Gilliam dans son film Brazil, nous nous enfermons dans le confort de sociétés conçues par la pensée technocratique qui, parce qu'elle nous protège (ou plutôt est censée nous protéger), exige l'abandon progressif de nos marges d'appréciation et de manœuvres. Tout l'appareil s'y emploie : administrations, banques, enseignement, médias…





Cet assujettissement à des décisions prises pour notre bien est, à lui seul, la parfaite démonstration que nous sommes moins libres qu'hier. Et cela même –surtout- si elles le sont dans le cadre de dispositifs de concertation, communication ou autres.

Nous évoluons désormais dans un monde " fini ", connu, partout accessible, dont chaque composante a déjà fait l'objet d'une évaluation.

Tout détenteur d'intérêts s'emploie à donner une représentation du monde particulièrement anxiogène (conflits, insécurité, pollution…), ce qui a pour conséquence de réduire les initiatives. Bénéfice numéro 1 : pas d'atteintes aux leaderships (moins on est de fous, plus il y a de riz). Bénéfice numéro 2 : l'angoisse, grande cause d'aliénation et moteur premier de la consommation.

Les problématiques d'urbanisme offrent une parfaite illustration de la restriction des libertés individuelles au nom des libertés collectives.

Prenons la loi Solidarité et Renouvellement Urbains qui, comme son nom ne l'indique pas, avait comme objectif premier de rendre plus lisibles, plus souples, plus dynamiques, les politiques d'urbanisme. Cet appel d'air (de liberté) a convaincu un très grand nombre d'élus de se lancer dans le chantier des procédures de planification.

Or à quoi ont-ils été immédiatement confrontés ? A la nécessaire restriction de certains acquis individuels : transformation des zones dites " de campagne " (NB), radicalisation des occupations des sols admises en zones agricoles (A) ; à l'inverse, hausse importante des densités dans certains quartiers, entraînant une évolution de morphologie urbaine pas nécessairement voulue, homogénéisation régionaliste de l'architecture.

L'urbaniste se trouve ainsi souvent à devoir faire le bien des habitants malgré eux ; à défendre les restrictions CONTRE les initiatives. Faut-il s'étonner alors que bon nombre d'élus renoncent à mener les procédures à leur terme ?

Et puis, comme chacun le sait, trop de règle tue la règle. De nombreuses communes, disposant d'un PLU " rigide ", gèrent de manière très " souple " (euphémisme) les autorisations d'urbanisme pour éviter de trop nombreuses infractions.

De là à conclure que c'est donc dans le laxisme, ou plus grave les passe-droits, que résideraient les dernières particules de liberté, il n'y a qu'un pas.

Si tel est définitivement le cas, alors personne ne peut nier que nous sommes dans un système aux attributs totalitaires.

Qui peut nier que le nouvel ordre mondial dans lequel nous vivons depuis que la distance et le temps ont été abolis est celui du plus grand déterminisme jamais appliqué ?

Un monde de compétition acharnée entre les territoires et les peuples, à la poursuite d'une logique économique qui ignore ce qui divise (frontières, ethnies…).

Dans ce contexte particulièrement angoissant, face à la peur de perdre, le plus simple, le plus consensuel, le moins traumatisant, est de décréter qu'il n'y aura ni gagnant ni perdant. Les enfants, dans les cours de récréation, le savent bien.

C'est ainsi qu'est brandi le concept égalitaire républicain. Il est devenu le plus petit dénominateur commun de la multitude.

Tous égaux, certes, mais face à quoi ? A la précarité ? Au profit ? A la domination ?



LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

Le pacte républicain français prône l'égalité dans un cadre de liberté (cf ci-avant : libre initiative, autonomie, responsabilité individuelle…) et dans un environnement de fraternité (ci-après : solidarité, équilibre…). Ainsi replacée, la notion d'égalité perd de son sens devenu courant, elle n'est plus égalitarisme.

De nombreux penseurs (d'Iribarne entre autres) se sont penchés sur ce qui serait –encore- une exception française. L'égalité républicaine serait ainsi prisonnière du conflit entre les valeurs cléricales et aristocratiques : entre l'universalité du discours chrétien (l'égalité de tous face à Dieu) et la hiérarchie de rang de la noblesse (l'égalité dans une même classe). Et d'Iribarne de rappeler que " Déjà dans l'ancienne France, traiter autrui en semblable à l'église n'impliquait pas qu'on fasse de même dans le monde ".

Il est terriblement surprenant que les Français aient pu, en une génération seulement, enterrer les valeurs de la lutte des classes, son énergie positive, sa force d'intégration, sa qualité de ciment de notre société…

Pour se satisfaire désormais, à l'heure du bilan, d'avoir bénéficié de la sécurité de l'emploi, de l'assurance maladie, d'avoir atteint à peu près le même niveau de vie que ses voisins. …

Dire tout cela, c'est passer pour un abominable réactionnaire, pour une enflure libérale…évidemment. Pourtant je persiste : renoncer à l'ascenseur social pour le supposé confort égalitaire, c'est aussi et avant tout abandonner une partie de la pulsion de vie. C'est aussi accepter l'éventualité de tous perdre.

En matière d'urbanisme, l'égalitarisme fait des ravages.

Il prend la forme de "visions" du genre "je vous préviens, il ne faut avantager personne et il ne faut léser personne". A l'image du maire de cette grande ville de la Côte d'Azur qui m'a dit un jour "finalement, je vais accorder les mêmes droits à tous : un COS de 0,30 et une hauteur de R+3 ".

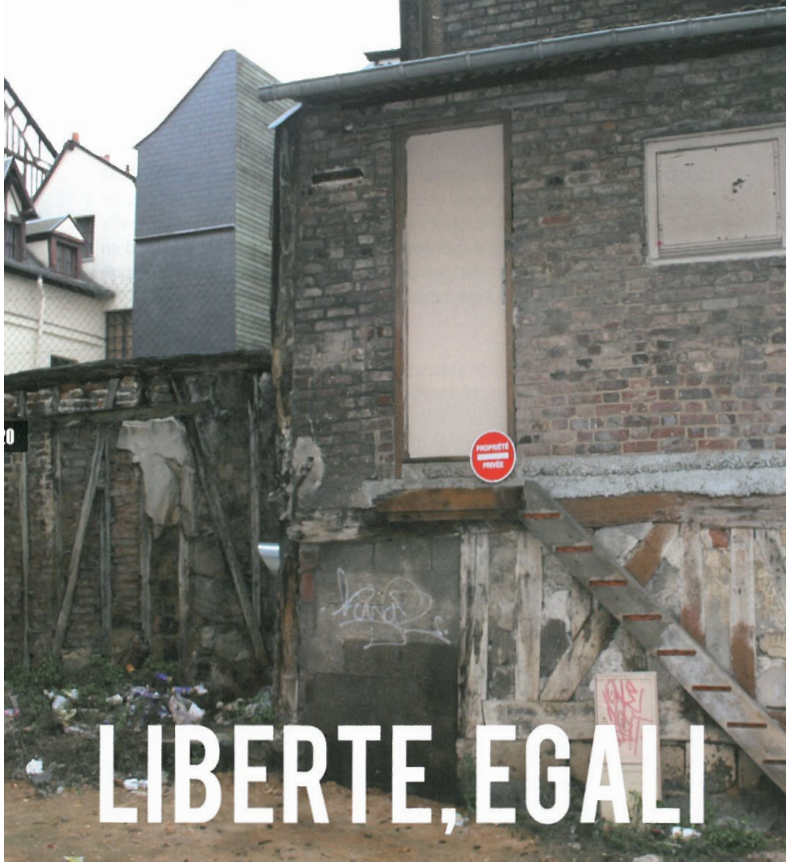
Ce comportement d'un élu libéral est très représentatif de la crainte partagée dans les sphères de décision de ne pas garantir l'égalité entre les administrés. L'objectif est désormais d'homogénéiser les droits (et bénéfices rattachés) car cela semble le plus juste.

Soit l'exact opposé des fondements de la loi SRU qui prône la mixité et la diversité des formes urbaines.

Les urbanistes doivent donc s'appliquer à résoudre l'équation composée d'un contexte réglementaire qui cherche à contraster les droits et d'une ambition politique qui s'applique à les lisser. Le bien commun contre le bien connu.

Souhaitez-leur bonne chance.





LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

Vous l'aurez compris, les larges carreaux de la réduction progressive des libertés individuelles et de l'avènement de l'égalitarisme, ne laissent que peu de place pour le joint de la fraternité, ciment du triptyque.

Exit l'histoire, dans un monde tout entier propulsé vers l'avenir. Et tout ce qu'elle charrie, de traditions en folklore.

Exit le religieux, sauf pour ses expressions les plus radicales.

Exit le politique, du moins en tant qu'appareil.

Dès lors, que reste-t-il ?

Il reste la nébuleuse des communautés, fondées sur l'origine ethnique ou le statut social (des pratiques religieuses aux préférences sexuelles), et charpentées sur la famille au sens large.

Toutes les villes de France, grandes et petites, présentent une marqueterie de quartiers de plus en plus socio-typés.

Quartier maghrébin ou asiatique… Quartier juif ou catholique… Quartier étudiant ou 3ème âge… Quartier gay…

Des villes où, fort heureusement, il reste la vie sociale qui anime les communautés, leurs codes, qui leurs permettent de se rejoindre dans des conditions (lieux, rituels…) bien particulières. Les frontières sont encore perméables, les bobos du XXème et les jeunes de Montreuil se retrouvent dans les bars et le stade Vélodrome réunit tous les Marseillais…mais pour combien de temps encore ?

En écrivant ces quelques lignes, qui ne relèvent que du constat, je sens les poils de certains lecteurs se hérisser en se demandant où je veux en venir…Eh bien à la seule réalité objective, que seuls les bien-pensants refusent de voir ; la réalité d'une nation qui se prétend continent, et qui n'est qu'archipel, refusant d'en voir les manifestations de plus en plus criantes : développement des *communities* résidentielles, explosion des médias communautaires (Beur FM, TFJ…), des marques communautaires (vêtements, colas…), des communautés virtuelles sur internet…

Reconnaître la montée en puissance du communautarisme ne veut pas dire lui accorder toutes les vertus.

Bien évidemment, la communauté est parfois subie, regroupant des semblables dans une sorte de destin à la fois partagé et exclusif, avec tout ce que cela comporte d'excès, d'appauvrissement culturel, de limites dans les projets de vies…

Pour l'urbaniste, la question du partage du territoire, au sens quasi-tribal, est centrale.

La fraternité républicaine s'exprime avant tout dans la juste appropriation de l'espace ; et il est évident qu'aujourd'hui une dimension manque entre l'individuel (ce qui est à moi) et le collectif (ce qui est à tous les citoyens), il s'agit du commun (ce qui est à la communauté).

Le rôle de l'Etat et des collectivités locales s'est jusqu'à aujourd'hui limité à protéger la propriété privée et à gérer les espaces et équipements publics ou collectifs. Peu de débats et très peu d'initiatives (ou très critiquées) dans la sphère communautaire.

Pour éviter les guerres de territoires, les conquêtes et leurs cortèges d'affrontements, d'humiliations et de victoires, il est urgent de donner un espace aux communautés offert et géré par la collectivité et non pas gagné sur les voisins. Un espace républicain, réglementé et sûr, complémentaire des espaces publics.



Ça y est, revoilà une vague d'idéologues qui prônent une remise à plat de l'imposition sur le foncier. Selon eux, l'insuffisance des taxations sur le foncier constructible serait responsable de la rigidité du marché (rétention, spéculation…). Par ailleurs, le produit de cette taxation permettrait d'équiper le territoire, et conséquemment d'organiser l'urbanisation et de réduire l'étalement urbain.

Cette bonne vieille farce commençait à me manquer.

D'autant qu'elle est de celles dont on emplit les volailles.

Voilà encore une preuve flagrante de l'héritage " PLAN " qui pèse lourdement sur les réflexions d'aménagement du territoire.

Ce qu'on appelle aujourd'hui étalement urbain (et qui est ardemment combattu), s'appelait urbanisation diffuse hier ; ce mode d'occupation des sols a été privilégié à une certaine époque par le Ministère qui recommandait aux DDE, alors maîtres d'œuvre des documents d'urbanisme, de le promouvoir autant que possible (le Var était, à ce titre, un département test, et a connu, à cette époque, une expansion vertigineuse des zones NB).

Nous nous trouvions alors en pleine décompensation coupable de ceux qui avaient fait sortir de terre les grands ensembles. Et ce virage à 180° vers la terre, la propriété, l'intimité, sentait bon le retour de balancier.

Il faut reconnaître aussi que si l'Etat trouvait alors tant de vertus à ce modèle, c'est que les élus de France et de Navarre s'étaient appliqués à en vanter les avantages.

VALEUR (PREMIERE)



Inutile d'ouvrir le chapitre sur la dimension électoraliste de la libération du foncier.

Alors certes, aujourd'hui, les Elus (pas les mêmes du reste) ont à gérer les conséquences de l'étalement urbain, tant sur le plan du nécessaire rattrapage en termes d'équipements d'infrastructures et de superstructures que sur le plan de la dilution du lien social. Ils ont tous désormais, au surplus, un " cuir " (ou un " skaï ") développement durable.

Sont-ils pour autant devenus insensibles aux logiques foncières ?

A une époque où tous les maires, même et surtout les plus libéraux, interviennent de plus en plus sur le foncier pour en réguler les prix (conséquence de l'insuffisance des stocks), la solution serait de réduire encore la capacité des territoires et les disponibilités foncières afin de limiter l'étalement urbain et de sur-taxer le trop peu de foncier disponible ?

Cent fois non !

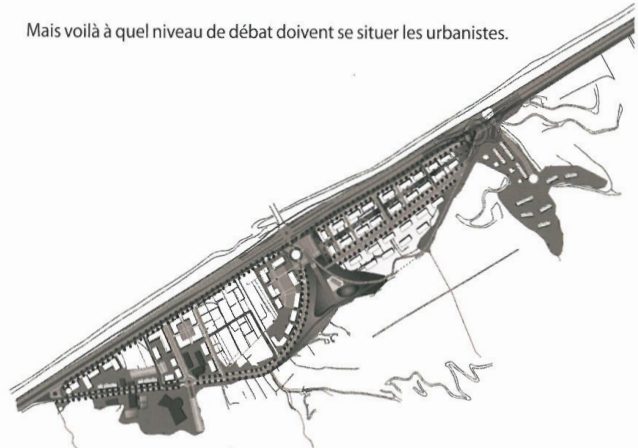
Pour lutter contre la surchauffe foncière qui a des conséquences dramatiques pour de plus en plus de Français, l'issue, je ne suis ni le premier ni le dernier à le formuler, est double.

Primo, il faut effectivement, contrer l'étalement urbain ou plutôt la gabegie foncière issue des errements idéologiques autant que du clientélisme. Pour cela, il faut véritablement penser et programmer (et non plus planifier) l'aménagement et le développement des territoires en édictant les conditions de libération du foncier ; et il faut mettre en œuvre de nouveaux modèles urbains, moins simplistes que l'opposition immeuble/maison, qui garantissent un nécessaire rendement foncier minimal (densités plancher, nombre de logements à l'hectare…).

Secundo, et corrélativement, il faut garantir une offre foncière très supérieure à celle actuellement ménagée sur la quasi-totalité du territoire national. Une offre de nature à compenser le retard cumulé et satisfaire les importants besoins à venir en matière de production de logements ; une offre qui, par son volume, régule le marché et les prix.

Au pays de l'individualisme (propriété, vache sacrée), sans culture urbaine et avec peu de culture architecturale, il faut reconnaître que l'équation n'est pas simple.

Mais voilà à quel niveau de débat doivent se situer les urbanistes.



COMPLEXITE

La complexité a la cote. Elle est mère de toutes les insuffisances, caution de tous les laxismes.

En matière d'urbanisme, la quête du résultat (bénéfice) au détriment du sens a conduit les décideurs en mal de justification à adopter un unique credo : " tout cela est bien compliqué, mon bon monsieur ".

L'état dans son incapacité à promouvoir une quelconque forme d'aménagement du territoire, malgré le Ministère, les officines et les tonnes de papier glacé, empile les dispositions réglementaires sans aucun souci de cohérence ou simplification.

Les élus locaux, plénipotentiaires en la matière, se sont bien souvent emparés de la mécanique d'intégration intercommunale comme d'un outil au service des obstructions locales (telle communauté de commune créée contre la création de telle infrastructure, ou contre l'hégémonie de telle agglomération…). De telle sorte que le découpage administratif développe sa propre complexité.

Derrière cet écran de fumée qui alimente tous les colloques de sous-préfecture et occupe bien des doctorants, se terre la réalité quotidienne des réflexions, projets et procédures. Et cette question inaugurale de chaque démarche : pourquoi allons-nous agir sur le territoire ?

Une question qui en sous-tend d'autres qui tournent autour de la problématique suivante : (pourquoi et) comment réguler une (des) initiative(s) de développement ?

La notion de régulation est fondamentale, par opposition à la norme : combien de procédures s'attachent à normer une opération ?

Car oui, voilà ce qui est proposé la plupart du temps : faire de la complexité en tant que telle le socle du projet que la procédure va tenter de normer. La complexité, prétendue ou réelle, est une ressource cynique qui alimente la partialité, une imposture que la génération du glocal (*think global, act local*) a du mal à desceller.

Toute tentative de simplification des approches, d'expression claire des dimensions d'un projet, est violemment critiquée par l'administration (pas professionnel, pas complet, pas démonstratif, réducteur…). Le plus amusant, c'est que les porteurs de projet eux-mêmes sont désormais frappés de la malédiction de la complexité et se délectent de leur face-à-face avec le tableau à fusibles des procédures.

Quand parviendra-t-on à se libérer du schéma orthodoxe de l'expression du projet de territoire ? Particulièrement du temps effroyablement long consacré aux analyses et autorisations préalables ?

Quand admettra-t-on que la rapidité de la mise en œuvre d'un projet est souvent son principal intérêt, le principal gage de sa réussite ?

La complexité est le sable du temps qui est censé garantir la qualité d'un projet parvenu à maturité. Rejetons la complexité.

Confrontée depuis des décennies à des problématiques très concrètes de multiculturalisme et de disparités sociales, la France a décliné à l'envi les réponses égalitaires les moins efficaces voire les plus humiliantes.

Hantés par le spectre du racisme ordinaire (qui concerne toutes les différences), les débats de société en général, ceux de l'urbanisme ou des territoires en particulier, ont fini par réduire ces problématiques à la caricature.

J'en veux pour preuve la loi d'orientation sur la ville, archétype de mise en œuvre de la ferveur jacobine par une administration jésuite. Le problème c'est qu'elle nourrit largement la pensée urbaine et la production législative nationale depuis lors.

Dans ce texte, et tous ceux qui ont suivi depuis cette date, la mixité (et la diversité) urbaine et sociale est présentée non pas comme une réponse à des inégalités mais comme un idéal républicain.

Il s'agit là d'une très grave erreur fruit, non pas d'un malentendu, mais du cynisme le plus froid.

QUELLE MIXITE ?



Pour ce qui concerne les disparités sociales, l'urbanisme à la française souffre d'un paradoxe : sa pensée est structurée autour de " l'être " et sa pratique concerne essentiellement " l'avoir ".

Dans les discours, l'unique objet de l'administration des territoires, de leur gouvernance et de leur planification, est l'intérêt collectif. Dans les faits, comme devront un jour l'admettre même les plus hypocrites, les moteurs sont la propriété et son corollaire immédiat, l'argent.

Tel est le grand écart que doivent faire au quotidien les urbanistes, il est vrai réputés pour leur souplesse.

Dans les quartiers difficiles, le problème de base est la misère ou précarité. Ce n'est pas la forme ou la hauteur des immeubles, pas plus que la race du voisin.

Pourtant les millions vont pour l'essentiel dans les politiques de résidentialisation, donc dans l'industrie du bâtiment, pas ou si peu dans les actions de soutien ou d'insertion, donc vers les populations en difficulté. Quelle plus grande défiance leur opposer ?

L'urbaniste, lourd de cette charge, va à la rencontre des élus et des habitants, il leur parle de mixité, et eux entendent –à raison- mélange.

Il leur explique que le mieux vivre passe par le local poubelle, que ça va tout changer.

Eux n'y croient pas, pensent à leur organisation en solidarité communautaire face aux difficultés, qui ne les oppose pas au reste de la population mais rend leur quotidien possible en développant les initiatives.

Alors l'urbaniste se demande s'il ne vaut pas mieux un quartier d'habitants aux origines africaines mais aux revenus diversifiés, plutôt qu'un melting-pot de la pauvreté. S'il ne vaut pas mieux fixer dans ces quartiers ceux qui se sortent du bourbier social pour constituer du patrimoine là où l'immobilier ne vaut rien.

Et quel autre intérêt que la communauté pourrait conduire à rester dans ces quartiers un ménage qui prend l'ascenseur social ?

J'entends déjà les hurlements des ronds de cuir qui font le bonheur de ces populations malgré elles. Je les vois brandir les villes américaines, et surtout en appeler à nos responsabilités républicaines.

Je leur réponds d'une manière générale école, ouverture culturelle, soutien à l'initiative économique…mais aussi en particulier déplacements, activités de proximité, espaces et équipements publics.

Je sais mettre mon métier d'urbaniste au service de ces problématiques.

Pour créer des richesses et des plus-values dans des quartiers exclus de l'économie immobilière…

Ou comment prendre l'économie libérale au jeu des objectifs égalitaires.

Le clivage gauche-droite est loin derrière nous n'est-ce pas ?

L'urbaniste moderne, porteur du discours conventionnel de l'Etat monographe (ah, ces beaux livres d'éditeurs compilant les projets urbains), commence la plupart de ses interventions en rappelant l'importance de la dimension temporelle dans tout projet d'aménagement.

L'immense majorité des élus a intégré que le temps et le rythme de la ville sont plus lents que ceux de la vie démocratique et de ses échéances électorales.

Insister sur le temps est donc moins de la pédagogie que l'occasion de forcer le trait sur la complexité (se reporter à la définition ci-avant) de la mission, de la satisfaction de tous ces objectifs parfois divergents sinon contradictoires.

La réflexion sur le temps de la ville mérite plus qu'un avertissement liminaire.

Si l'urbain est une agrégation sédimentaire des actions humaines, que par définition le passé est derrière nous, il est certain que le présent doit composer avec cet héritage tout en tentant d'anticiper les réponses aux questions que le futur ne manquera pas de nous poser.

C'est à ce moment précis que l'urbaniste de base passe à la question suivante ou bien saute sur l'occasion pour changer de métier (sa polyvalence est un atout).

La question de l'histoire du territoire est fondamentale dès lors qu'elle est abordée sous l'angle de la provenance de ses principales composantes.

Quels sont les évènements et décisions qui ont conditionné l'évolution du territoire ?

< PAS LE >

Quels étaient les objectifs poursuivis ? Les résultats ont-ils été probants ? ....

La prise en compte des besoins et enjeux du présent est première mais certainement pas exclusive. Or, en général, le travail de l'urbaniste se limite à la satisfaction des exigences du moment avec les moyens et limites du moment.

L'approche authentiquement prospective du territoire est, quant à elle, la véritable absente des réflexions d'urbanisme, par manque d'ambition ou de légitimité (la vision de l'élu contre celle du technicien), de compétences ou de méthodes.

En conséquence, les réflexions d'aménagement du territoire ont souvent les semelles plombées par le poids de l'histoire, des habitudes, des traditions...elles sont structurées autour de problématiques en attente de réponses immédiates, et elles ne se hasardent que très rarement sur le terrain –certes glissant- de l'anticipation.

Le caractère hyper-conventionnel, la dimension très néo-classique des grands projets urbains en cours en France (le réaménagement des Halles à Paris est certainement l'exemple le plus marquant), attestent de cette réalité.

Le futur ne se dessinera jamais par interpolation du passé, il ne ressemblera pas non plus, c'est certain, au présent.

Hélas, les politiques et grands clercs, pourtant avides même s'ils s'en défendent, de prédictions (astrologues et voyants sont promus au rang de conseillers), ne reconnaissent aucune qualité de " prédictologues " aux urbanistes qui ont, de fait, renoncé à avoir des visions...

TEMPS

LE BEL

Le concept de développement durable, comme tous les malentendus, a la vie dure.

Un mauvais traducteur à la conférence de Rio et voilà tous les maîtres Capello de l'hexagone lancés à la poursuite du sens caché du terme. Une quête difficile dont aucun ne reviendra. Aujourd'hui les initiatives en la matière se font rares ; il faut dire qu'un coup d'œil au tableau d'honneur des définitions les plus absconses ou les plus ridicules annihile toute velléité d'explication de texte.

Qu'il est léger de constater l'absence de sens de ce terme qui inonde nos journaux, nos discours, nos conversations… Et de se rendre compte que le gimmick censé éclairer la notion qu'il accompagne assez systématiquement est une insulte à son sens premier.

"PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT" est en effet le codex du DD.

Il nous renseigne sur les champs de la réflexion : la réflexion, l'action, les échelles, le temps…mais reste pertinent même retourné cul par dessus tête : penser localement et agir globalement…ce n'est pas idiot n'est-ce pas ? C'est même la base de la politique locale actuelle.



EQUILIBRE

Le développement durable et toutes ses déclinaisons de l'AEU à la HQE, est en réalité un raccourci vers la systémique : il faut comprendre les interactions entre le macro et le micro, la réflexion et l'action, le tout resitué dans le temps…qui peut ou veut le comprendre ?

Mais surtout, qui a intérêt à systémiser ? Sinon ceux qui tirent un bénéfice à être ramenés au statut de maillon d'une chaîne.

Le voilà, le malentendu : et si le développement durable était une machine à diluer les responsabilités ? Une équation à inconnues multiples derrière laquelle cacher la médiocrité de l'action ? Regardez autour de vous les victimes du développement durable, ce terme beau et flou comme un nuage au dessus de Bophal.

Stop, bullshit. Le développement durable ne doit pas être considéré comme une fin, mais bien comme un moyen : toute décision mérite d'être replacée dans son origine et sur ses objectifs, les moyens de sa mise en œuvre et du suivi de ses effets prévus.

Pour le reste, le développement s'inscrit dans le temps. Dans ce sens, il dure.

INTERLUDE #1

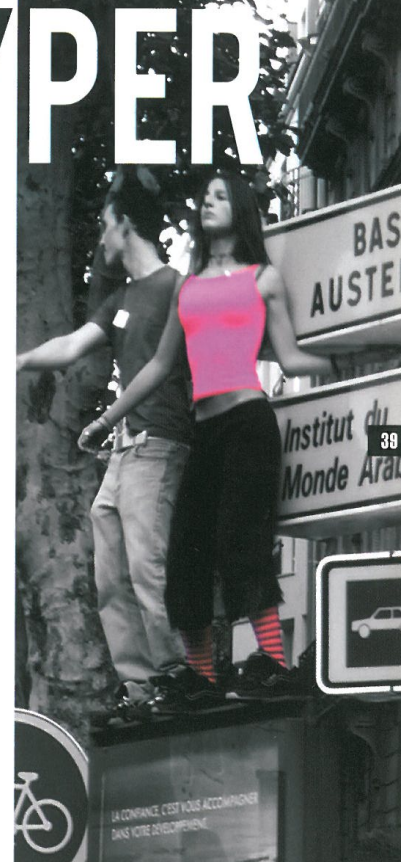
HYPER est une façon d'être.
Qui consiste à éliminer les frontières des domaines du sensible.
Parce que nos idéaux existentiels sont bâtis de beau, de bon et de bien.
Etre HYPER, c'est par exemple
Rejoindre Sophie Calle dans l'obsession chromatique (la couleur qui unifie tout),
Saisir l'intelligence aléatoire des cut-up de William Burroughs,
Voyager en regardant une carte
Développer un rapport confiant avec la technologie comme outil,
Voir une ville dans un plat de Ferran Adria et vouloir manger de l'architecture,
Accepter notre multiplicité en suivant les personnages de Murakami,
Penser pouvoir ordonner l'aléatoire devant une abstraction de Cy Twombly,
Deviner des visages sur une carte topographique,
Etre au monde à tout instant sans être un geek,
Lire Jane Jacobs (*The Death and Life of great American cities*) et rien d'autre sur l'urbanisme,
Refuser à jamais de distinguer le fond de la forme,
Vibrer à la force brute des Stooges, des Clash, des Libertines,
Lier les perspectives mentales de De Chirico et les clichés de Gabrielle Basilico,
Recevoir le désenchantement de Brett Easton Ellis (tout ET rien),
Tomber devant une fresque de Giotto,
Se laisser emporter par la liberté narrative d'Hugo Pratt,
Comprendre que tout s'assemble devant un dessin de Malévich,
Associer définitivement Architecture à la classe moderniste de Neutra,
Saisir le vide en regardant l'Eclipse d'Antonioni.

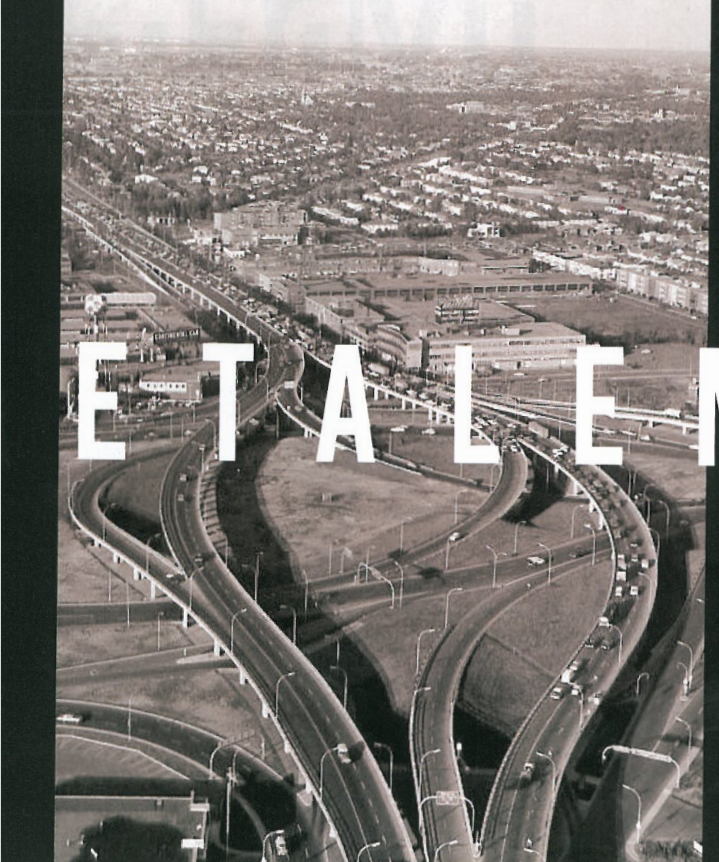
HYPER

C'est toujours dénoncer le spectaculaire en confirmant la vision dadaïste de Debord sur les conditions de vie en société, l'inexorabilité de l'urbain, et l'écrasement des repères vitaux par les modèles de masse. Tout en admettant que son idéal marxiste/libertaire a volé en éclat alors même que la justesse de ses analyses – la fusion du spectaculaire concentré des sociétés totalitaires avec le spectaculaire diffus des sociétés libérales– trouvait une parfaite démonstration avec la chute du mur de Berlin.
Désormais, *Le monde est plat, Monsieur Galilée.*

Pour cela, HYPER peut-être qualifié, au risque de l'oxymore, de situationnisme de marché ou néo-situationnisme.

Posture qui reconnaît la règle établie (libéralisme), tout en refusant d'admettre la fin de l'Histoire.





ETALEMENT URBAIN

L'étalement urbain serait le cancer du territoire national et coûterait cher à la collectivité ; c'est du moins ce que disent tous les chercheurs en socio-éco-géo-urba n'importe quoi, eux-mêmes d'une rentabilité, calculée basiquement en divisant le gain pour la société par le coût pour la collectivité, quasiment nulle.

Rappelons-le : le capitalisme –en tant que système- est fondé sur la propriété. La projection idéale des ménages dans l'accès à la propriété est la maison individuelle.

Nous n'y pouvons rien, un propriétaire d'une maison se sent plus propriétaire que celui d'un appartement, son attachement y est plus fort.

Ces formes urbaines sont d'ailleurs dominantes dans les utopies du capitalisme triomphant : Wright et sa Broadacre City, Neutra et tous les modernistes…

La satisfaction de ce besoin de masse pose au moins deux questions (bien plus en réalité mais restons sur deux) de fond : celle de l'économie foncière et de la gestion des déplacements.

1/2 Tout d'abord, donc, il s'agit de mobiliser du foncier en quantité suffisante, ce que la France, dans ses Régions, ses Départements, ses Communes, n'assure plus depuis bien longtemps. Ce foncier à mobiliser doit avoir pour qualité première de permettre une mise en œuvre économe de l'urbanisation, or le développement des lotissement ou de constructions diffuses est le plus souvent une question d'opportunisme (même pas d'opportunité).

Le plus souvent, le rendement foncier est médiocre en raison de l'absence de remembrement et d'organisation du développement urbain, des manques de viabilités et la nécessité d'avoir recours à l'assainissement individuel.

Certains propriétaires se retrouvent d'ailleurs avec de véritables " friches résidentielles " dont ils ne parviennent pas à assumer l'entretien.

2/2 La dispersion du bâti génère des déplacements et impose le recours à la voiture comme mode de déplacements hyper-dominant c'est certain. Mais il faut néanmoins être prudent dans les analyses statistiques sur la mobilité et notamment le taux de motorisation des ménages. Quelle est la part de prolongement de la propriété et d'accomplissement du mode de vie dans ces circonstances ?

Qui peut affirmer qu'en promouvant le bâti collectif, on va regrouper des clients certains pour les transports en commun ? Personne.

Ces deux remarques tendent à démontrer que ce ne sont pas les aspirations de la population qui sont en cause, pas plus que les capacités du territoire à les satisfaire.

Mais bien les conditions dans lesquelles la collectivité a permis à un très grand nombre d'accomplir le rêve de tout créancier sacrificiel en puissance : devenir propriétaire de sa maison, son home-sweet-home, toujours avec des travaux d'amélioration à accomplir, et parfois avec des nains (de jardin).

Sans réguler les marchés fonciers donc, en rejetant la demande toujours plus loin des cœurs d'agglomération et pôles d'emplois, sans mettre en place la nécessaire structuration du territoire en rapport au capacités libérées.

Pendant que les banlieues brûlent, les pouvoirs publics n'ont de projet que de satisfaire les attentes consuméristes de tous au nom du principe d'égalité, maison à 100000 euros à l'appui. Or, ce dont le pays a actuellement le plus besoin, c'est de liberté dans la régulation des marchés fonciers (libérer des terrains à la construction) et de nouvelles expressions de fraternité dans l'accompagnement de ces nouveaux modes de vies (lieux publics, culture, éducation, etc…).

L'étalement urbain aurait donc, outre un surcoût technique, un surcoût social voire sociétal…à mettre en rapport avec les milliards consacrés aux " grands ensembles ".

Il est temps d'envisager un étalement urbain en suburbia, un étalement de reconquête de la banlieue, dernière terra incognita du citoyen de base qui peut parcourir le monde en charter mais rechigne à franchir le périphérique. Au spectre de la banlieue qui envahit la ville, opposons le schéma de la ville qui investit la banlieue.

A New-York, l'extension du MoMa a été implantée au Queens.

Préférons le 9-3 au quai Branly.

Ce qui reste de la ville au XXIème siècle, ce sont les métropoles. Parce que la ville moyenne vit de sa rente de situation (pour combien de temps encore ?) et que la ville musée, vendue aux hordes de touristes, a perdu l'essentiel de ses attributs de ville.

Pourtant tout commence et tout finit en ville.

La vie des hommes comme le destin des nations.

Elle abrite la pulsion de vie qui autorise le projet collectif, elle concentre l'énergie provoquée par le frottement des différences, elle autorise cette civilisation qui se nourrit de barbarie et que la décadence apaise.

Elle magnétise les ambitieux et écarte les faibles, tout en ménageant son prolétariat.

La métropole est à la fois le zéro et l'infini.

Babel contemporaine, elle concentre le monde.

L'avenir de la France est niché pour l'essentiel dans Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux ou Nice ; l'avenir des Français se situe, lui, dans cette campagne-jardin qui alimente les métropoles non plus en grain mais en bras.

Sale temps pour les villes-moyennes qui vont devoir s'inventer un futur avec peu de moyens (au sens large). Elles sont un peu comme ces étoiles mortes dont la lumière nous parvient encore.

Les métropoles sont "capitalisées", elles ont les moyens de se régénérer, elles développent des atouts objectifs, loin de la concurrence territoriale des Sous-Préfectures.

Il suffit d'examiner les " pôles de compétitivité " retenus par l'ex-Datar (au passage, quel talent pour, à échéance régulière, débaptiser/rebaptiser les officines et les procédures…), pour constater l'immense fossé entre les projets portés par les métropoles et les autres.

Dès lors, quel avenir pour le territoire et son réseau de villes ?

L'avenir grand et modeste du maintien du cadre de vie, de l'économie résidentielle, des équilibres fondateurs (emploi/habitat, nature/bâti…).

Un avenir confiant car fondé sur deux grandes richesses, la disponibilité foncière et la juste échelle de vie sociale.

METROPOLES

UTOPIES

J'aime la critique acérée et lucide de Rudy Ricciotti sur les utopies dont il dénonce le caractère vulgaire et paresseux. Mais n'y a-t-il pas un gigantesque malentendu de fond concernant les utopies. Elles nous sont présentées et défendues comme des expressions libres de pensées ouvertes et désintéressées.

La part du rêve accordée au chapitre " vie en société ", en quelques sortes. Or, comme chacun le sait, il n'y a pas d'expression plus politique qu'une utopie. Les idéaux paternalistes fordiens étaient dédiés au capital ; ceux, émancipateurs, du Bauhaus, à la libération des masses…

Aujourd'hui, l'utopie entendue comme audace est dans tous les discours. L'utopie contemporaine tient du concept marketing, qu'il s'agisse du mirage de la co-décision créé par la concertation publique, du développement durable à toutes les sauces (jusque dans les moteurs diesels !), de l'exigence sécuritaire qui crée les *communities*, sans oublier l'intergénérationnel et sa ribambelle de bonnes intentions au pays de la canicule…

Notez que l'essentiel de ces perspectives idéales sont centrées sur l'individu roi. Cela procède d'une logique implacable : jusque il y a 20 ans les hommes voulaient changer la société, depuis ils veulent se changer eux-mêmes.

Publicitaires, politiques et autres manipulateurs d'opinions ne s'y sont pas trompés. Les valeurs sont pour tous mais le bénéfice, la jouissance, est à chacun.

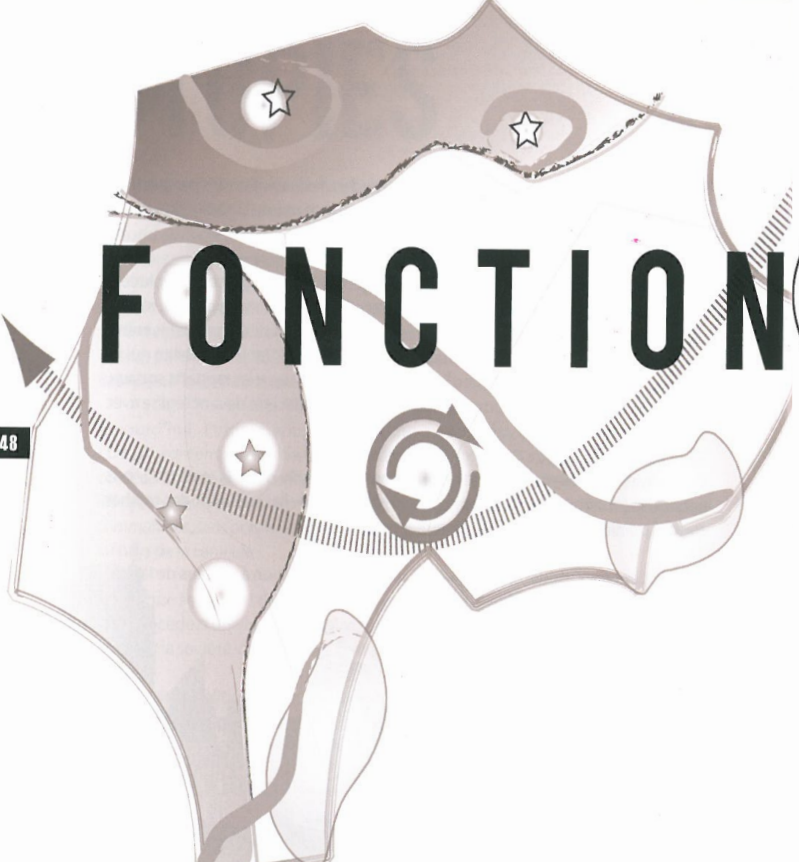
Les urbanistes ont une responsabilité importante dans la dissolution des perspectives collectives, pour la simple raison qu'ils ont plus souvent usé de l'utopie (donc de la politique) que du projet.

Vivre ensemble n'est pas un idéal de droite ou de gauche, c'est l'exigence de l'évolution. Dans la perspective d'une abstraction de plus en plus grande des rapports, le rôle de l'urbaniste et de l'architecte pourrait se résumer à la création de cocons reliés entre-eux par le Très Haut Débit. Combien de " places publiques " (et la sociabilité qui va avec) sur le net ? Or, nous nous interdisons de penser autrement les rapports sociaux, en continuant à raconter les bonnes vieilles fables de la placette devant l'église avec sa fontaine et son facteur…

Reproduire ou adapter les mythes (" la petite maison dans la prairie "), nos habitudes (et non utopies) paresseuses, c'est empêcher l'avènement des mythes contemporains, et refuser la modernité.

Désirons encore l'utopie comme projet qui fait sens commun à rebours de la pensée consumériste.





FONCTION(NALISME)

Dans le discours, la meute est unanime et il n'est de hurlement discordant : il est aujourd'hui évident de dissocier formes et fonctions urbaines, tout comme il convient de disjoindre formes urbaines et clivages sociaux.

Manifestation supplémentaire qu'en urbanisme, il y a ceux qui pensent et ceux qui agissent : pendant que nos chercheurs nous annoncent la fin du zonage et du fonctionnalisme, force est de constater que les projets de territoires sont plus que jamais spécialisés.

En réalité, on nous annonce avec près de vingt ans de retard la fin du fonctionnalisme stalinien promu par des fonctionnaires d'Etat prosélytes, soutenus par des idéologues mercantiles comme R. Castro.

On ne nous dit rien, en revanche, de l'avènement du fonctionnalisme de détermination économique, importé d'Amérique du Nord à la fin des années 60 et modèle par défaut hyper-dominant depuis quelques années. De la dictature de la maison individuelle, de la totémisation des échangeurs autoroutiers, des quartiers-territoires de classes sociales…

Les territoires les mieux irrigués en matière de flux automobiles sont dédiés au commerce.

La satisfaction des besoins en habitat par l'extension géographique de l'urbanisation est livrée aux logiques foncières.

Bien sûr, chaque région compte son lot d'exceptions confirmant la règle. Mais globalement, comment se structurent les territoires dans le cadre des SCoT et PLU ? Est-ce la capacité du territoire, son organisation qui dictent les conditions de mise en œuvre du développement, ou bien la stricte logique économique et les écarts de valeurs entre les différents espaces ?

Prenons l'exemple des opérations de renouvellement urbain. Quid du débat sur ce qui, dans la très grande majorité des cas est à l'origine des " crises " (le mot est faible) des quartiers dégradés, c'est à dire une conception hyper-fonctionnaliste de l'aménagement du territoire ? Rien.

L'objectif premier devrait être de promouvoir la diversité des fonctions urbaines dans ces quartiers en y développant de l'activité économique (absente à l'origine), et/ou de les désenclaver en favorisant les transports collectifs.

L'objectif second serait de diversifier au maximum les statuts d'occupation en privilégiant l'accès à la propriété.

Or, pour l'essentiel de ces " grands projets ", la dimension économie-emploi-insertion (en investissement comme en accompagnement) est la grande absente ; et la résidentialisation s'applique principalement à maintenir les populations, donc leurs statuts, dans un cadre urbain requalifié.

L'ennemi est désigné : le " grand collectif " est, dans l'imaginaire collectif, la forme urbaine du marasme sociétal, de la pauvreté, de la délinquance, de l'insécurité…

Tandis que, comme chacun le sait, la " maison individuelle ", est la forme urbaine de la vie sociale équilibrée, de la proximité, de la sécurité, du patrimoine…

La pensée urbaine dominante semble résolue à accepter le maintien de poches de pauvreté, certes moins denses, mais toujours très typées sociologiquement et dépourvues de substance économique.

C'est sur la foi de cette grande injustice que nous devons entrer en Résistance.

La préoccupation majeure de l'Etat providence reste le logement : pas la subsistance, ça ce sont les Enfoirés qui s'en chargent, ni le travail, aliénation dont est ménagée une fraction de la population active.

En la matière, l'Etat pourtant bien mauvais logeur de tout temps, donne des leçons à tour de bras: " il faut produire des logements sociaux " messieurs les Elus irresponsables et vendus au capital de la promotion, " il faut promouvoir la mixité sociale " messieurs les professionnels incapables.

Soit. Alors posons une équation : l'économie du logement – social ou pas – repose sur deux ressorts qui sont la valeur du foncier et le coût de la construction.

S'agissant du logement social, il est stupéfiant de constater que l'argument quasi-exclusif évoqué par les " pouvoirs publics " (solidarité de responsabilité) pour justifier les carences en matière de production de logements sociaux est la cherté du foncier. De Cherbourg à Menton, de Strasbourg à Bayonne, la cherté du foncier.

La réalité, toute personne concernée le sait bien, est plus complexe. Elle est avant tout " plombée " par le statut spécifique des acteurs immobiliers du logement social et leurs modes de fonctionnement. Les Offices, OPAC, SAHLM…ces mastodontes administratifs englués dans le carcan des marchés publics, qui n'arrivent pas à construire à un coût au m² qui ne soit pas supérieur de près de 30% du coût moyen d'un opérateur public.

Pour faire simple, en 2007, un promoteur construit à 1100 euros le m² en moyenne, un opérateur social à 1500.

Pour une opération d'envergure, difficile de croire que le surcoût foncier ne peut pas être compensé par un rétablissement des coûts de construction.

Oui mais voilà, il est plus facile de stigmatiser le marché foncier (donc les propriétaires) que de " libéraliser " le marché de la construction en généralisant, par exemple, la pratique de la VEFA, ou en favorisant l'émergence de grands acteurs privés dans le secteur.

(CRISE DU) LOGEMENT



Par ailleurs, le débat sur le logement des Français est très vite circonscrit à la stricte problématique du logement social au sens "ministériel" du terme.

Et à côté ? Et au-delà ?

A côté, la France fourmille d'initiatives.

Au-delà, cela pêche lourdement. Quelles sont les portes de sortie sur le marché libre des "sortants" de logements sociaux ?

A côté et au-delà, il y a ces concepts, dont l'habitat intermédiaire, qui méritent plus que des articles dans la presse spécialisée ou des "opérations-pilotes".

L'habitat intermédiaire ne doit pas être réduit à une tentative post-corbusieriste d'association des fonctions urbaines et de la mixité sociale, qui (presque) seule autoriserait l'innovation architecturale.

Il doit devenir notre nouvel alphabet, notre repas du soir, notre mousse à raser. Nous devons arrêter de le vanter pour le faire, contre le néorégionalisme. Par les armes.

Sur ce sujet, les architectes qui prendront le maquis y trouveront des urbanistes.



Pendant toutes les années de la pensée urbaine " productiviste ", de la reconstruction aux années 70, le seul enjeu de fond de l'aménagement du territoire était le progrès social (travail et vie quotidienne).

Avec l'émancipation citoyenne des années 80 et leur cortège d'hédonisme individualiste, l'aménagement s'est mis au service des valeurs les plus libérales : propriété/intimité, patrimoine…

Et au cours des dernières années, la quête de sens (histoire, identité…) et un retour de conscience solidaire a propulsé l'environnement au sens large –milieux, paysage, qualité de vie- au premier rang des valeurs du vivre ensemble.

Aujourd'hui, la France, ni laborieuse ni hédoniste, se découvre écologiste et s'offre à cette projection du fantasme de la nature domestiquée sur les bases de l'égoïsme le plus froid.

Car il faut bien reconnaître que l'essentiel des préoccupations dites "environnementales" des citoyens, seuls ou en association, commencent au-delà de leurs clôtures, et immédiatement chez le voisin.

ENVIRONNE



MENT

Du NIMBY caractérisé, baigné de cautions faussement scientifiques (" j'étais prof de sciences naturelles, alors faut pas me la faire… ") et accompagné d'un discours nauséabond à peine voilé. Car au fond, défendre la nature revient souvent à stigmatiser l'autre, particulièrement s'il est d'origine étrangère et/ou pauvre : ces gens ne respectent rien, c'est bien connu.

La défense de l'environnement est trop souvent le bastion des pires réactionnaires et des fascistes qui s'ignorent, ceux qui attaquent les permis de construire des logements sociaux et des écoles.

Et comme personne ne peut être " contre " l'environnement, tout le monde est piégé : les services de l'État qui n'arrivent pas à établir une plateforme DDE/DDAF/DIREN et qui parfois trouvent des alliés de circonstance : les élus qui sont saisis par le subjectif, et même les constructeurs sensibles aux arguments beaux comme une villa témoin.

Pourtant aménager, renouveler, densifier… remet toujours en cause des équilibres environnementaux.

Et qu'il est confortable de souhaiter le bien et d'appliquer la modération en dehors de sa propre sphère.

Si la qualité d'un paysage, d'une architecture, peut toujours être discutée, la qualité ou l'absence de qualité d'un site ou milieu soumis à une expertise scientifique non.

Jusqu'il y a peu, tout le problème résidait dans un flou artistique entretenu par une législation aux latitudes d'interprétation (dans l'espace et dans le temps) discriminatoires et une administration peu encline à fixer et tenir des indicateurs et seuils.

Les récentes et successives évolutions réglementaires (évaluations environnementales) devaient réduire le malaise et clarifier la donne.

Las, loin de rassurer –et pour cause ! - les associations, et probablement éreintées dès les premières jurisprudences, ces dispositions viennent compliquer et renchérir un peu plus les procédures SCoT et PLU…Pire, si elles devraient contenter les objecteurs sincères, elles vont offrir des prises supplémentaires aux contradicteurs les plus mal intentionnés.





VIOLENCES (URBAINES)

Il faut partir d'un axiome que plus personne ne veut admettre dans une société qui ne voit dans la tension que la dimension destructrice, et occulte qu'elle est médium de progrès : la ville est violence.

Depuis toujours, la ville c'est la violence des échanges de toute nature, la violence des contrastes, la violence du temps contracté. Mais depuis toujours également, la ville alimente le progrès par cette violence (déconstruire pour unir).

L'exacerbation récurrente de la violence urbaine (sont-ce des hoquets ?), qui n'est qu'une expression ¨ visible " de la violence des villes, s'explique par certaines vérités, éloignées des discours conventionnels :

1/2 Tout d'abord, que la banlieue, ce n'est, dans bien des cas, pas la Ville avec un V majuscule. Alors que l'urbain est partout (diffus), la Ville se replie sur elle-même. Les formes et fonctions urbaines de la ville sont déjà largement sorties de ses murs, mais son rôle de creuset qui, du plus simple métal, compose un alliage précieux, n'a que trop partiellement franchi les boulevards de ceinture.

La valeur ajoutée de la ville, contrepartie de la violence, est confisquée par les élites. Comment s'étonner alors que les exclus de la redistribution tentent de s'approprier la part de ce qui leur est dû au titre des violences subies (exclusion économique, discriminations sociales…) ?

2/2 Ensuite, que les " révoltes des banlieues " (comprises comme rejet de la violence par la violence) sont avant tout portées par une pulsion suicidaire collective, traduisant la haine d'eux-mêmes et de leur condition que portent les jeunes de ces quartiers.

La panne du pacte républicain a atteint l'espoir.

Reste l'espérance. Développer en banlieue les attributs de la Ville dans le cadre d'un nouveau contrat social qui pose les termes de la redistribution des rôles, des bénéfices de toute nature…autant qu'il rebat les cartes que chacun est susceptible d'avoir en main.

Il ne sera pas question ici de quotas, de carte scolaire, de péréquation fiscale…sinon de projet urbain. Pour que la banlieue devienne Ville, il faut avant tout lui donner une valeur foncière et immobilière du territoire, engageant sa capitalisation. C'est dans cette dimension que l'action de l'ANRU, incomprise car bien mal expliquée, est déterminante. La question n'est pas de savoir par combien de maisons les tours et barres vont être remplacées, mais bien la valeur économique du territoire à la sortie.

N'en déplaise aux idéologues, on peine à créer de la justice sociale en réduisant l'action publique à la création d'équipements publics. Même si ces derniers, entendons-nous bien, sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants.

Malgré les réserves exprimées par ailleurs (au chapitre suivant) sur les lacunes en matière d'accompagnement économique et social, et n'en déplaise aux fonctionnaires-militants, l'action de l'ANRU dans les quartiers défavorisés est le meilleur investissement public possible, par le capital, et donc le crédit, qu'il leur rend.

Le marché comme pulsion de vie est la seule réponse qui vaille à la violence des inégalités.

Mais un marché régulé, centré sur un objet premier : le rééquilibrage des valeurs des territoires.



En matière de planification urbaine, l'inculture économique a des conséquences ravageuses car, quand on parle d'aménagement du territoire, le sujet est l'économie et son cadre la géographie.

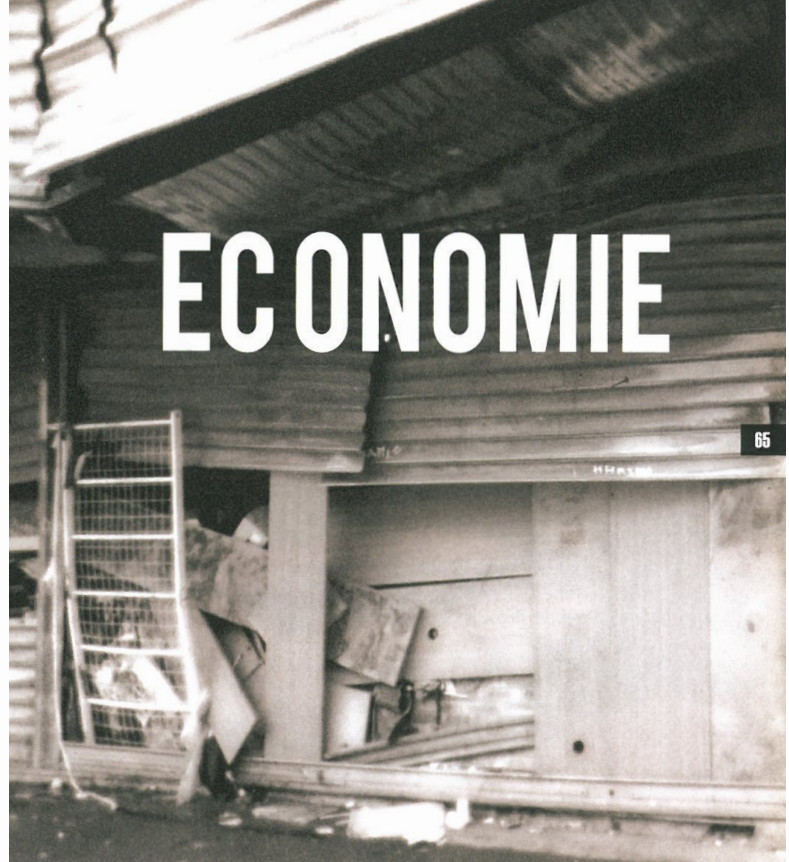
L'objectif de toute démarche de planification (ne l'avons nous pas oublié ?) est de parvenir à une satisfaction des besoins générés par une (des) population(s), dans le respect du principe général et fondateur d'équilibre. Cela, en intégrant les complémentarités avec les territoires voisins (déplacements) et en apportant des réponses locales ; le tout dans un souci d'anticipation (prospective).

Pratiquer l'urbanisme c'est donc suivre une démarche " vitale ", qui sous-tend le développement, et impose respectueusement à la nature la place de l'homme, ceci dans un schéma millénaire.

Avons-nous été traumatisés par les images de la déforestation amazonienne, par le " cauchemar de Darwin ", ou par ces images des mégalopoles chinoises couvertes de dioxyde de carbone ? Sans doute, et ces périls lointains, sur lesquels nous n'avons aucune prise, nous culpabilisent au point de retourner la problématique et de placer l'écosystème devant l'humanité.

Fondamentalement, il s'agit d'une régression évidente, dans un pays où le couvert forestier du XXIème siècle retrouve une étendue perdue depuis la Renaissance, où la qualité globale de l'environnement est supérieure à celle du siècle précédent, et où l'extension de l'urbanisation reste globalement contenue (avec, certes, des contrastes significatifs, je pense aux territoires littoraux).

ECONOMIE



Il y a, dans l'empire de la technocratie, des réflexes vertueux qui sonnent comme des abandons d'instinct de survie.

A condition, bien évidemment, de la placer au service de l'humanité, il est urgent de remettre l'économie au cœur des problématiques d'urbanisme. De sortir le " développement économique " des bas-côtés, pour l'intégrer – et en bonne place – au développement tout court, plutôt que de se contenter de livrer des terrains aux hoquets du marché.

" C'est déjà le cas ! " brûlent d'envie de me répondre les " professionnels " de ces questions, dans les Ministères ou sur le terrain. Ils voudraient sans doute m'objecter les " mesures " qui accompagnent les projets urbains, au premier rang desquelles les Zones Franches.

Sur ce point, je répondrai la seule chose suivante : il n'y a pas d'exercice de mauvaise foi plus accompli qu'un bilan de Zone Franche. Quoi d'autre que des effets d'aubaine ? Quels résultats concrets sur les populations en place ?

Et puis tout est une fois de plus dans l'intitulé : Zone Franche, encore un avatar du fonctionnalisme paradoxal à la française qui doit composer un gâteau de solidarité nationale avec des dentelles de mille-feuilles.



Comment envisager la Ville en continuant à nier les effets de la contraction des distances et du temps qu'elle provoque, et les effets induits en matière d'aménagement du territoire que produit cette dernière ? Pourquoi persister à vouloir produire une ville romaine sur un modèle millénaire, faite de voies et de places ?

Une ville creuset qui continuerait d'offrir -par besoin ou nécessité- un destin collectif en ce qu'elle procure la sécurité, concentre les échanges commerciaux, favorise le brassage des idées, des savoirs, des croyances…Une ville qui rayonnerait sur un vaste hinterland et prospérerait des échanges avec les autres villes…

Qu'il est pénible de répéter, depuis des années déjà, que la ville en tant que telle n'existe plus. Le bénéfice de la vie collective qu'elle offrait s'est dissous dans les aspirations individuelles : les inconvénients de la ville ont débordé ses avantages, elle a considérablement perdu son rôle économique et sa fonction de lieu d'échanges d'idées (de ce point de vue, " remercions "les campus d'avoir sorti les universités des villes…), elle a surtout perdu intra muros une grande partie de sa population…

Que sont allé chercher les périurbains ? Un cadre de vie ? Un type de logement ? Un certain voisinage ? Une certaine sécurité ? … Peu importe, le mouvement que certains (les petits comptables de l'occupation des sols) jugent déjà dramatique alors qu'il est en réalité encore très contenu, est loin de faiblir, il prend de l'ampleur et continuera d'en prendre.

Pour des raisons simples qui tiennent en une : en dehors des métropoles, les villes continuent de retenir ceux qui ne peuvent s'en libérer, accélérant la fuite de ceux qui ont le choix.

Le projet de vie de l'immense majorité des français est beau comme un pavillon Catherine Mamet. Un pavillon au milieu d'autres pavillons similaires, habités par des semblables (même profils socio-culturel, même pouvoir d'achat…), soit un environnement anxiolytique qui tourne le dos à la ville telle que l'on s'attache collectivement à vouloir continuer à la produire.

Dans ce schéma, le grand brassage s'opère sur les nœuds constitués par les points de passages obligés : le collège, le centre commercial, le lieu de pique-nique du dimanche matin…

Les centres-villes ont perdu leurs fonctions centrales (déjà dit, rabâché). Des centralités émergent, tout le monde le voit.

Pourquoi sur ce mode, ne pas s'appliquer à créer de nouveaux noyaux (lieux centraux) qui développent les nouveaux attributs exigés par les citoyens clients ?

Ce qui ne se limite pas à admettre que le mail du centre-commercial est la nouvelle place du village, que les discussions de bistrot se tiennent désormais sur des blogs…Mais invite bien à proposer une nouvelle typologie de villes aux fonctions et aux morphologies réformées, faisant abstraction de ce qui est connu et de ce qui se vend.

N'est-il pas temps d'aller faire des villes à la campagne ?



Parce que l'urbanisme ne peut pas être réduit aux concepts creux d'un architecte dandy dont le nom claque comme une marque de bermuda chic, ni au diktat des lieux prôné par les moustachus de la décroissance, ni aux petites vertus sociétales des commis d'état.

L'ambition de l'HYPER Urbanisme est de transcender d'apparents paradoxes : prôner la vérité dans un monde de mensonge, aller vite dans un monde de lenteur administrative, aller loin dans un monde conservateur…

INTERLUDE #2

Mais aussi de devenir prisonniers volontaires de certitudes républicaines dans leurs sens pleins d'idéaux de raison écosystémique et de justice sociale.

Et enfin de décliner sous l'angle du cadre de vie la révolution mondiale en cours, rendue possible par la dématérialisation des échanges, qui renvoie les urbains à la campagne.

La pratique de l'HYPER Urbanisme consiste à faire rencontrer la déclinaison locale d'un projet de société avec l'alliance des lieux. Parce que tout est contexte, alors rien n'est interdit : la plus grande ambition peut venir habiter un lieu de grande modestie.

L'HYPER Urbanisme est à la fois HYPER-contextuel (lieux) et HYPER-conceptuel (destin), HYPER-dirigé (choix) et HYPER-intégré (*sustainable*).

L'HYPER Urbanisme est, bien entendu, politique. Sa mise en pratique est exigeante, elle réclame un sursaut courageux, un engagement sincère, une continuité sans faille.

Nervi nous a *servi* son ternaire simpliste : fonction / structure / forme.
Portzamparc a *smashé* post-moderne : perception / production / représentation.
L'HYPER Urbanisme réplique par un *lob* : avoir / ordre / être.

HYPER-URBANISME

Considérer l'avoir a sa juste mesure de réalité première (individuelle)
J'ai une idée, du patrimoine, un besoin…

Ordonner un développement qui place l'avoir dans une perspective (le bien commun)
Rééquilibrer, ouvrir, réunir, développer…

Nourrir l'ambition de modifier les comportements (le collectif)
Nous habitons, nous déplaçons, utilisons, fréquentons…

Diriger les flux, investir les franges et délaissés en créant des brèches, réduire les différences tout en rendant grâce à l'existant, ne pas assumer tous les héritages.

Ainsi doit être envisagée la pratique de l'HYPER Urbanisme.



ARCHITECTES BE SERIOUS

L'urbanisme de décision, et avec lui l'urbanisme dans son entier, est depuis toujours le pré carré des corporatismes, ingénieurs puis architectes, balayant avec le plus grand cynisme toute alternative au postulat que l'objet architectural fait sens urbain, que le contenant qui n'est pourtant qu'un hémisphère de l'urbanisme, domine le contenu.

La France regorge d'architectes-urbanistes qui ignorent tout ou presque de l'urbanisme au-delà du discours convenu qui sert l'intérêt de leur projet.

Tout organisateur bien intentionné de colloque sur l'urbanisme préfèrera faire intervenir un (récent) collaborateur Coréen de Rem Koolhass qui va venir défendre, dans un anglais approximatif, les valeurs fulgurantes de la pensée du maître "fuck the context"; plutôt qu'un obscur urbaniste provincial, bavard dans son col-roulé, mais au discours creux, sans réalisation personnelle significative, au sens de ce qui se voit.

Pour exister, une pratique a besoin d'être incarnée et la séparation toute originelle " analyse/projet "a été dévastatrice : les architectes interviennent sur la ville et sur le territoire, créent de l'urbain, les urbanistes éditent des rapports. Combien de grands concours d'urbanisme lancés récemment en France attribués à un urbaniste ou une équipe d'urbanistes ?

Pourtant, il suffit de parcourir la France urbaine, celle des villes émergentes, des entrées d'agglomération, pour convenir en paraphrasant Chiambaretta que " l'architecte est devenu impuissant dans la fabrication des villes ".

Tout cela ne susciterait que désolation si notre architecte de l'objet post-moderne, revendiqué urbaniste par association d'idée, ne se prenait au jeu de l'imposture avec grand sérieux. Il envisage le territoire comme ma grand-tante détaillait son canevas avant de l'attaquer au point piqué : comme un support au service d'une créativité contrariée déjà condamnée à l'oubli bien qu'idéalement exposée (sur la cheminée).

Il est temps d'affirmer *loud and clear* que l'urbaniste a autant de légitimité à verser dans l'architecture que l'architecte à verser dans l'urbanisme. C'est écrit dans les tables du développement durable : penser globalement pour agir localement (ce dont on peut, par ailleurs, discuter). Et cela est rendu plus que possible par la simplification toujours plus grande, grâce aux outils d'aide à la conception (logiciels etc…), des techniques de construction. Tandis que la culture urbanistique ne peut s'acquérir qu'au gré des acquis professionnels et de la pratique au quotidien.

Il est l'heure pour les architectes de reconnaitre qu'ils ne sont pas tous des urbanistes, et d'accepter que les urbanistes se mettent au service de l'architecture.

"Des années 60 aux années 70 en Italie, une grande mutation a bouleversé les structures sociales ... Cette révolution s'est produite pendant la phase de développement industriel et économique. Les paysans et la petite bourgeoisie, cette société moyenne, ont été engloutis par le consumérisme.

Jusque-là, les hommes avaient vécu dans ce que je nomme l'âge du pain. Autrement dit, ils étaient consommateurs de biens extrêmement nécessaires. Et c'est peut-être cela qui rendait extrêmement nécessaire leur pauvre vie précaire. Alors que, clairement, les biens superflus rendent la vie superflue. Cette idéologie a fini par s'imposer comme une mode, comme une véritable accoutumance, entretenue par la propagande et la publicité.

L'homme né de cette mutation, et ce, quelle que soit sa revendication d'autonomie et d'individualisme, ne s'appartient plus.

Cet homme n'a plus de racines, c'est une créature monstrueuse que je crois capable de tout.

Autrement dit, ce que n'a pas réussi le régime fasciste, à savoir transformer une réalité millénaire, provinciale, rustique, paléoindustrielle de l'Italie en une fausse projection, un régime démocratique y est parvenu. "

Pier Paolo Pasolini

" Le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible. Il ne dit rien de plus que ce qui apparaît est bon et ce qui est bon apparaît. L'attitude qu'il exige par principe est cette acceptation passive qu'il a déjà en fait obtenue par sa manière d'apparaître sans réplique, par son monopole de l'apparence. "

Guy Debord

POSITION 1

CONCERTATION (PUBLIQUE)

Le constat relève de la plus parfaite ironie : alors que le déni politique est paroxystique, que la théorie du complot (au son du " tous pourris ") est érigée en vérité première, alors donc que le système démocratique prend l'eau de toute part, que demande le citoyen : plus de démocratie, une démocratie à la fois plus ample et plus resserrée, qui l'intègre pleinement.

C'est ainsi que la démocratie participative s'est rendue au chevet de la démocratie représentative. Et cela constitue à la fois une mauvaise et une excellente nouvelle.

C'est une mauvaise nouvelle dans la mesure où elle est apparue immédiatement dans un très grand nombre de collectivités comme une fin et non comme un moyen.

La concertation est devenue un acte politique en tant que tel et non comme vecteur d'une action. Le discours sous-jacent des acteurs est devenu : " je vous interroge sur votre capacité à vous interroger ", et par la même je vous associe à la perception de la grande complexité du processus de décision, et vous invite à cautionner l'inaction qui me caractérise.

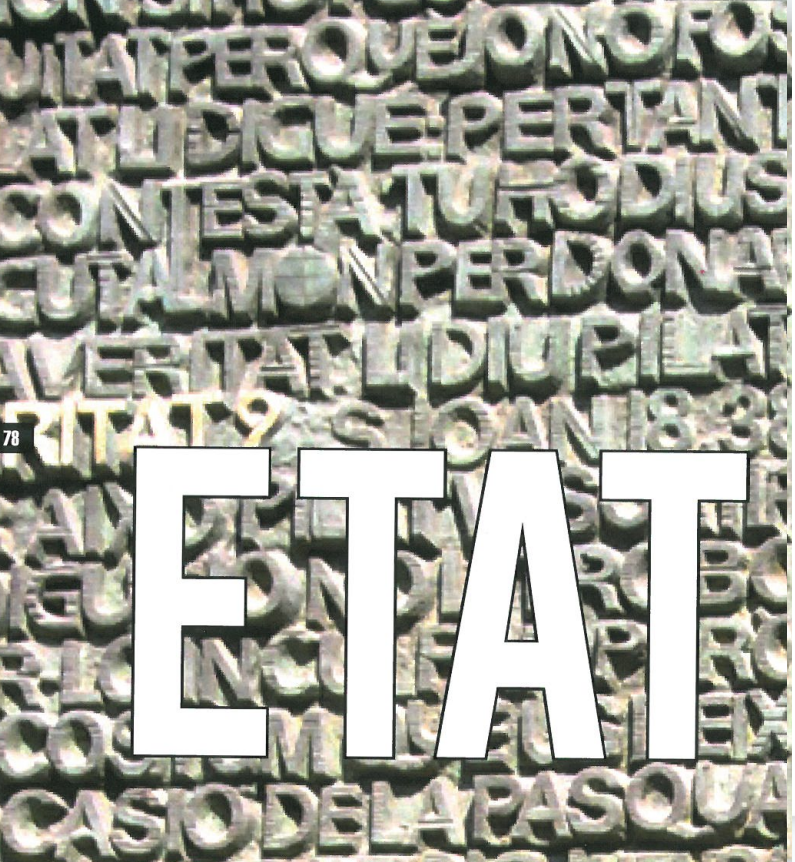
La concertation est devenue la première caution d'une des grandes familles des acteurs politiques locaux : les joueurs de mikado, ceux dont la principale ambition est de ne jamais rien faire bouger.

C'est en revanche une bonne nouvelle car cela place, le plus souvent involontairement, le citoyen au cœur du débat. Ce citoyen crétinisé dans les discours, élevé dans le culte du chef authentique, passe de la posture de spectateur au rôle d'acteur. Attentif, lucide, bien au-dessus des clivages, prêt à entrer dans le fond du débat…Invité à la table de la pensée urbaine en qualité d'expert du quotidien, il se prend au jeu et se révèle très responsable.

Des habitudes se prennent et peu à peu l'iceberg de la gouvernance de proximité s'enfonce dans le Titanic de la démocratie représentative.

Réjouissant à condition de ne jamais transgresser la règle qui veut que soit clairement désigné le rôle de chacun : Qui pense ? Qui décide ? Qui évalue ?

Laissez-vous griser par une partie de cache-cache républicain.



L'Etat exerce un contrôle de légalité sur tout acte administratif, toute décision des collectivités locales. En matière d'aménagement et d'urbanisme, la DDE formule un avis de synthèse des autres services de l'Etat (ABF, DDAF, DDAS…), et le Préfet signe.

Quels-sont les moyens dévolus à cette haute responsabilité ?

Misérables et personne ne semble voir que le roi est nu.

Décharné, l'Etat, au niveau local : toujours moins de moyens humains et matériels, confronté à une crise générationnelle qui voit cohabiter des pré-retraités et des jeunes diplômés.

Le risque est de voir l'aigreur et l'inexpérience mêlées à la rectitude de l'assurance jacobine, produisant la pire des postures : celle d'un Etat toujours gardien de la Vérité, rigide comme un instituteur de la IIIème république, ancré dans un fantasme de toute puissance.

Sans moyen, dévoyé du strict contrôle de légalité, l'Etat dicte " la bonne conduite ", s'invite au débat d'opportunité. Mélange de conseil et de menace, il lui arrive de négocier, de promettre et de revenir sur ses engagements. Au gré des humeurs de ses représentants, électrons libres.

Excès de pouvoir, excès de zèle, cynisme idéologique.

La décentralisation républicaine s'achève avec un goût de cendres. Salo.

Les valeurs politiques ont cédé le pas aux politiques de valeurs. Les valeurs de la citoyenneté responsable sont aujourd'hui unanimement reconnues (écologie, citoyenneté, sécurité…), seules les voies pour les atteindre diffèrent.

Les écologistes se perdent dans un fantasme de nature, mélangeant ré-introduction du loup et naturopathie. Une nature plus forte (pourquoi pas), mais surtout plus intègre (ah bon ?) que l'humanité. Ancrés dans les " traditions ", ces mouvements qui s'affirment comme progressistes sont en fait les plus rétrogrades ; d'où la nécessité de noyer le débat environnemental dans les questions de société.

Les socialistes étayent tous leurs idéaux sur le fantasme de la collectivité providence. Les hommes sont tous égaux et le système, fondé sur la confiance en l'homme, est le garant de cette égalité. La mise en œuvre des moyens de la Solidarité se heurte en pratique à un paradoxe : la confiance a déserté le camp des hommes pour investir celui du système.

Les libéraux développent leurs actions sur la base du fantasme du garde-fou (régulation sécuritaire). Au départ, le libéralisme est fondé sur une reconnaissance des différences de valeur des individus, la mise en œuvre d'un système où chacun a sa place et qui régule les échanges dans leur globalité (le marché), ce sans ingérence excessive et avec (forte) prime à l'initiative. Mais dans la pratique, parce qu'ils ne font pas confiance au système, les élus libéraux sont les plus interventionnistes, dans la régulation du marché du foncier, comme pour les aides au développement des entreprises etc…



Bousculés dans leurs idéaux, les élus de tous bords s'en remettent à une même pratique, la seule qui, pensent-ils, légitime leur action aux yeux des citoyens : la Real Politik. Ils deviennent de super-fonctionnaires, aux commandes de vaisseaux de fonctionnaires, dont toute l'énergie est consacrée aux affres du quotidien clientéliste.

Il n'y a plus de place pour la vision, l'ambition ou le discours dans ce schéma. Prime à l'inaction avec pour seule contrainte la présence permanente.
Je m'achète une conduite altermondialiste à coup de commerce équitable, je défends bec et ongle le patrimoine bourgeois au nom du cadre de vie, je crée de l'activité dans la blessure prométhéenne de l'emploi public.
Je plains autant que j'encourage, me réfugiant derrière mon manque de moyens…

Le citoyen (plus chic que contribuable), ainsi pris en otage, est frappé du syndrome de Stockholm, et finit par adorer ses geôliers.

POLITIQUE, TOUJOURS



OBJECTIFS

Ambrose Bierce disait, dans son Dictionnaire du Diable, " les objectifs ne sont que les devoirs que nous assignons à nos désirs ".

Pour renouer avec le désir, la pratique de l'urbanisme doit se libérer du triple discrédit historique (ah, le XXème siècle…) qui l'enchaîne.

L'héritage encore vivace des hygiénistes, paternalistes et autres modernistes qui, en envisageant la ville comme une usine, se sont appliqués à promouvoir le bonheur des masses malgré elles. Bonheur synonyme de profit idéologique et financier.

Le spectre du fascisme et du stalinisme qui, en envisageant la ville comme un théâtre, se sont appliqués à fasciner les foules et à ramener chacun à son rôle. Insignifiant car utile, utile car insignifiant.

La misère du retour post-moderne à la ville antique ou classique, dont le nihilisme cynique a servi de cache-sexe au fonctionnalisme routier et marchand (ndlr : penser à faire fusiller Ricardo Bofill).

L'urbanisme ne doit pas, par culpabilité, renoncer à exprimer un projet de société ; un projet décomplexé face au pouvoir et raisonné dans son ambition.

A condition que l'urbaniste cerne toutes les dimensions de sa commande et mesure les conséquences de son action.

Il s'agit bien, pour l'urbanisme, de sortir du combat stérile " tabula rasa " contre " magie des lieux ".

A ma droite, la production courante des années 70-80 toute en dalles et trémies, fondée sur la fascination de l'anticipation et la certitude que nous évoluerions bientôt dans un environnement à la Blade Runner.

A ma gauche, la production coupable des années 2000, toute en faux discours et vrai béton, censée rassurer le bobo altermondialiste sur l'équité entre un parpaing et une orchidée autant que sur son bon goût s'agissant de la patine des vieilles pierres.

L'urbanisme ne doit pas, par paresse, renoncer à s'abstraire des courants de pensées dominants, en permettant de répondre aux vraies nécessités de l'humanité tout en réduisant les atteintes aux milieux.

L'urbaniste, lui, doit se méfier des recettes qui séduisent à coup sûr, autant que des castrateurs néo-réactionnaires, appliqués à réduire, ralentir, dénaturer.



POSITION 2

" ...celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend, c'est la seule mesure, et il a raison absolument, je veux dire que la raison qu'il en a est un absolu, et que l'excédent pour ainsi dire qu'il a sur l'autre, l'écart, l'emportement qu'il a sur l'autre est un absolu.

... celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande. Et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Et je le hais d'autant plus que par le jeu des partis politiques il prétendrait s'apparenter à moi. "

Charles Péguy

" C'est un autre élément qui perturbe les critiques de l'idée lacanienne d'acte : certes, l'acte s'inscrit toujours dans un contexte concret, mais cela ne signifie pas toujours qu'il soit entièrement déterminé par son contexte. Un acte implique toujours un risque radical, ce que Derrida suivant Kierkegaard sur ce sujet, a appelé la folie d'une décision : c'est un pas dans l'ouvert sans aucune garantie sur le résultat final. Pourquoi ? Parce qu'un acte modifie rétroactivement les coordonnées elles-mêmes au sein desquelles il intervient. "

Slavoj Zizek

METHODE

La pratique actuelle de l'urbanisme repose sur un socle méthodologique rigide et antédiluvien, qui fait la part belle à l'analyse et réduit la prospective au projet (au sens le plus concret). L'urbanisme contemporain n'a, en réalité, connu qu'une seule génération d'urbanistes, celle de la Loi d'Orientation Foncière de 1967, qui s'est mise au service des errements fonctionnalistes des concepteurs de tout poil de la reconstruction.

Dans ce contexte, les approches méthodologiques se sont résumées à une recherche douloureuse de partage des tâches, calquée sur le modèle anglo-saxon de séparation entre town & country planning et urban design. Le fruit du partage mis en pratique a tourné au marché de dupes : aux urbanistes l'analyse, aux concepteurs le projet ; et le champ prospectif, prérogative de l'urbaniste, asservi au projet et offert au concepteur. La pauvreté méthodologique de l'urbanisme français s'explique en grande partie de ce fait.

Pourtant les urbanistes de l'époque, cocus magnifiques, n'y ont vu et n'y voient toujours que du feu. Ah ! les années 70, les GEP, les OREAM…l'interdisciplinarité, le tutoiement, les volutes de gauloises…que de souvenirs !

Souvenirs de quoi au fait ?
Car si les productions architecturales de l'époque sont bien visibles dans le paysage, que reste-t-il de la pensée et de l'action urbanistique de cette époque ? Rien.
Pendant ce temps, en Italie, aux Pays-Bas, étaient posées les bases d'un urbanisme rénové, n'hésitant pas à emboîter les échelles de réflexion, n'opposant pas patrimoine et développement…et surtout dominant les concepteurs.

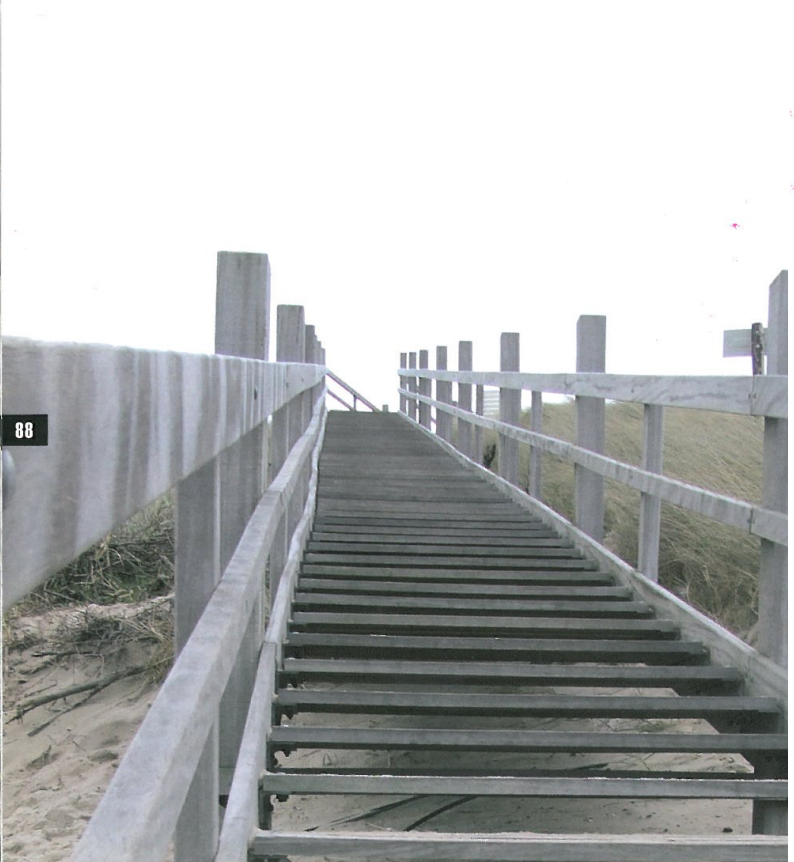
Et aujourd'hui ? Alors que la SRU a enfoncé des portes grandes ouvertes de longue date chez nos voisins, les urbanistes ont-ils adapté leurs méthodes ? Non, non et non.

Des analyses au kilo, du diagnostic en pack de 3…des dimensions fondamentales toujours ignorées (les temps du projet, la prospective économique et sociale, la programmation urbaine, les montages juridiques, l'ingénierie financière…), un éloignement toujours plus grand de la conception.

On voit très bien à qui profite la culpabilisation, qui empêche les urbanistes d'appréhender les problématiques de la maîtrise d'oeuvre.

Les urbanistes doivent orienter leurs méthodes dans le sens d'une plus grande opérationnalité, pour rejoindre les architectes concepteurs sur le terrain de la prospective urbaine.

Et les en déloger, c'est un préalable, pour développer leur capacité à maîtriser un projet d'aménagement du concept à sa livraison.



Il existe trop de définitions de l'urbanisme et des urbanistes, toutes différentes sur la forme, toutes redondantes sur le fond.

L'urbanisme fait l'objet d'un débat sémantique qui semble infini et qui aura nourri des décennies d'obscurs chercheurs en géographie urbaine, complexant les urbanistes en affirmant qu'il est impossible de pratiquer sans définir précisément les contours et le contenu de la pratique.

Trop occupés à décliner les sens subtils du terme –il est vrai très général- qui désigne leur pratique, les urbanistes français ont oublié de faire de l'urbanisme.

A trop chercher à savoir s'ils exercent une science, un artisanat…s'ils sont des généralistes, des ensembliers, des compositeurs…Ils se sont coupés du terrain, de la sphère de décision et du grand public.

Pourtant derrière le débat terminologique, celui sur le sens de la pratique de l'urbanisme, et des décisions qui en découlent, n'a jamais été abordé, chacun se réfugiant dans un drapé de notions confuses mâtinées d'idéaux républicains.

Le temps de ce débat est venu, il n'est pas trop tard.

Nous y sommes.

URBANISTE

L'HYPER-Urbaniste est capable d'appréhender un ensemble de codes esthétiques (plans, volumes, couleurs, paysages, matières…), de fragments de pensées pratiques ou théoriques (géographie, écologie, architecture, sociologie…), d'exigences techniques et économiques (déplacements, construction…), et d'aspirations plus ou moins légitimes (visions politiques et revendications citoyennes), qu'il agrège pour projeter un territoire dans le futur.

Son métier (son Art) réside dans sa capacité de synthèse, qui lui permet de voir une mosaïque au travers d'une seule pierre ; capacité qu'il développe de façon empirique, en pondérant par expérience l'importance de chaque paramètre qu'il mesure en conscience.

L'HYPER-Urbaniste est à l'écoute du monde dans lequel il vit et qu'il observe sans complaisance ; il est ouvert à toutes les questions de société, et a un avis sur tout afin d'être assurément exaspérant.

INTERLUDE #3
HYPER - URBANISTE

L'HYPER-Urbaniste est perpétuellement amoureux mais forme, à l'instar du Dogma de Lars von Trier, un " vœux de chasteté " concernant sa pratique, par lequel il s'engage à

1. S'arroger le droit à l'expérimentation (pas de méthode-recette)
2. (Re)connaître sincèrement le territoire (sensible meet analysis)
3. Se placer aux trois échelles : individu – communauté – collectivité
4. Concerter sans rechercher la pleine adhésion (transparence)
5. Laisser l'esprit dominer la lettre (la règle suit le projet et pas l'inverse)
6. Distinguer enjeux et objectifs (la durabilité est à ce prix)
7. Contracter le temps (convergence d'horizons)
8. Transgresser / Transcender les modèles
9. Provoquer les initiatives (prime à l'action)
10. Ne spéculer que sur les territoires dévalorisés (réguler)